

Comme deux gouttes d'eau

Les deux plus grandes démocraties du monde, l'Inde et les Etats-Unis, traversent à l'heure actuelle des périodes d'introspection étrangement similaires. Les deux pays sont le théâtre de manifestations populaires contre la corruption et les abus. La différence, c'est que les Indiens s'insurgent contre ce qui est illégal – un système fondé sur les pots de vin à tous les niveaux du pouvoir dès qu'il s'agit d'obtenir quelque chose – alors que les Américains s'opposent à quelque chose de légal : un système de corruption entériné par la cour Suprême, qui prend la forme de dons pour le financement de campagnes électorales, et qui a permis au monde de la finance d'acheter au sens propre le Congrès et les deux grands partis, échappant ainsi aux contrôles sur leur prise de risque.

Mais les ressemblances ne s'arrêtent pas là. Ce qui a fait descendre des millions d'Indiens dans les rues pour soutenir le mouvement *L'Inde contre la Corruption* et ce qui a déclenché non seulement le mouvement *Occupy Wall Street* mais aussi des initiatives comme *AmericansElect.org* (groupe de centristes décidés à se servir d'internet pour nommer un candidat indépendant à la présidentielle), c'est le sentiment que ces deux pays ont élu démocratiquement un gouvernement qui doit tellement aux intérêts privés qu'il ne peut plus faire aucune réforme. Ainsi ces gouvernements doivent-ils tous deux être soumis à l'électrochoc de la protestation populaire.

La grande différence, c'est qu'en Amérique, le mouvement *Occupy Wall Street* n'a ni leader ni revendication fédératrice. Et s'il bénéficie d'un fort soutien de l'opinion, sa base militante est réduite. Le mouvement *L'Inde contre la Corruption* a des millions de partisans, et un leader charismatique, le militant pour les droits sociaux Anna Hazare. Sa grève de la faim a finalement abouti à la création par le Parlement indien d'un poste de médiateur indépendant doté des ressources humaines et des pouvoirs suffisants pour mener l'enquête, et amener devant la justice tous les cas de corruption, quel que soit le niveau de pouvoir, et ce dès la prochaine session parlementaire. Un débat enflammé fait maintenant rage en Inde : comment être sûr que le médiateur ne deviendra pas une sorte de Big Brother indien ? Mais un nouveau poste de médiateur semble être sur le point d'être créé.

Arvind Kejriwal, l'adjoint principal de Hazare, m'a expliqué : « Gandhi disait que dès lors que vous voulez protester, il vous faut avoir des revendications très claires, et vous devez savoir de façon très nette qui sera l'instance du pouvoir à même de satisfaire votre requête, de façon à pouvoir focaliser votre protestation sur cet interlocuteur. » Si votre mouvement n'a pas de leader au début, ça n'est pas forcément grave, ajoute-t-il, « parce que bien souvent les leaders changent. Mais les revendications doivent être très claires ». C'est un sentiment d'injustice et d'inégalité de revenus toujours croissante qui a poussé les insurgés d'*Occupy Wall Street* à descendre dans la rue, « Mais que faut-il faire exactement ? Quelles lois doivent être modifiées, et qui peut répondre à cette revendication ? » s'interroge Kejriwal. « Ces questions doivent très vite trouver leur réponse. »

Cela dit, il existe encore de nombreux points communs entre les mouvements indien et américain. Dans les deux cas, c'est le sentiment que des bornes ont été franchies en matière de corruption ou par le monde de la finance qui a déclenché l'insurrection. Aux Etats-Unis, alors que certains

financiers ont presque coulé l'économie en 2008, cette même finance continue à avoir le pouvoir de faire échouer tout effort de réforme sensée, parce qu'elle a tellement d'argent qu'elle peut contrôler le Congrès. C'est comme si elle n'avait tiré aucune leçon de 2008. Les gens sont excédés.

Pendant ce temps en Inde, le boom des matières premières et l'essor des télécommunications, ainsi que l'urbanisation qui fait monter les prix des terrains, ont produit des milliards de roupies dont se repaissent les fonctionnaires chargés de l'attribution des permis miniers et du découpage territoire s'en mettent plein les poches. Une cinquantaine de hauts fonctionnaires ont été emprisonnés récemment, pour crimes pouvant aller du simple passe-droit pour l'attribution d'une zone de fréquence en téléphonie mobile menant au détournement potentiel de 38 millions de dollars revenant à l'état, à la vente illicite de minerai de fer indien – dont le pays a grand besoin pour son propre développement - à la Chine qui l'achète plus cher. Les gens n'en peuvent plus.

Pourtant, comme le disait dans le *Times of India* de lundi le commentateur Chetan Bagat « Quiconque ose partir en croisade contre la corruption est durement réprimé par le gouvernement. Et malheureusement, au sein même des partis d'opposition, bien des gens sont corrompus »

Ça vous rappelle quelque chose ? La démocratie n'a pas seulement besoin d'un parti au pouvoir intègre mais aussi d'une opposition intelligente. À l'heure actuelle ni l'Inde ni les Etats-Unis ne possèdent cela.

Oui, les Indiens sont furieux contre un système qui les force à payer un pot-de-vin chaque fois qu'ils ont besoin d'un certificat de naissance. Oui, les Américains sont furieux contre un système dans lequel il est légal pour les syndicats de soudoyer les fonctionnaires qui décideront de leur salaire et pour les banquiers de soudoyer les législateurs qui seront chargés de réguler leur prise de risque. Dans les deux cas ils sont rongés par le même mal, si bien décrit par le titre du livre de R. Kaiser sur les lobbies : *So Damn Much Money (Maudit tas de fric !)*. Cet argent coule à flot, déversé par tant d'intérêts privés que nos démocraties sont non seulement perverties, mais qu'elles ne peuvent plus revenir en arrière.

Hazare appelle le moment que nous vivons actuellement le « second mouvement pour l'indépendance de l'Inde ». Je crois qu'il tient là quelque chose qui pourrait bien s'appliquer aussi aux Etats-Unis. Je crois que pour notre génération, la mission est de réparer nos démocraties respectives malades de l'argent, afin qu'elles soient pour le XXI^e siècle des moteurs et non des inhibiteurs dans le cas de l'Inde ou la « somme de tous les lobbies » dans le cas de l'Amérique, comme la lutte pour l'indépendance en Inde et pour les droits civiques en Amérique fut la mission de la génération de nos parents. Espérons que notre succès sera aussi éclatant que le leur.